



Déclaration d'Action et Démocratie CFE-CGC à la CCP des personnels Non Titulaires

Enseignants, d'Éducation et des Psychologues Scolaires du lundi 31 janvier 2022

Tout d'abord, nous vous adressons à tous, nos meilleurs vœux pour cette nouvelle année 2022. Nous ne pouvons que souhaiter à chacun d'entre nous des conditions de travail plus sereines et sécurisantes.

Aujourd'hui le choix du gouvernement de laisser circuler massivement le virus, place le système éducatif, comme l'hôpital, dans le rouge.

Chaque semaine, le nombre de personnels et aussi d'élèves comptabilisés positifs bat des records !

Cela pose un véritable problème de santé publique. Le gouvernement mise cyniquement sur la rareté des cas graves chez les jeunes mais il n'est pas acceptable d'exposer massivement les élèves, leurs familles et proches, comme les personnels à un virus dont on commence à peine à entrevoir les possibilités de séquelles sur le long terme.

Cela pose aussi un véritable problème éducatif. Le nombre d'arrêts liés au COVID explose chez les personnels engendrant des dysfonctionnements majeurs avec des milliers d'heures de cours non assurées faute de remplaçants. Quel sens donner à l'éducation quand dans le même temps l'absentéisme des élèves est massif avec des allers/retours entre école et séjours à la maison ?

Il y a malheureusement peu d'espoir d'améliorations dans les semaines à venir.

Face à cette situation catastrophique, nous pensons qu'un retour provisoire jusqu'aux vacances, aux demi-journées ou du distanciel de manière organisée serait plus profitable à l'ensemble des élèves et du personnel.

Aussi, il est impératif que le calendrier de l'année scolaire soit réaménagé et les attendus soient revus. Pour le secondaire, nous souhaitons le report des épreuves.

Action et Démocratie CFE- CGC a toujours dénoncé que les programmes à tenir étaient irréalisables en situation de crise sanitaire.

Les annonces du 13 janvier 2022 faites par le gouvernement Castex sont décevantes car elles relèvent seulement des obligations de l'État.

En tant qu'employeur le Ministère de l'Éducation Nationale, doit fournir aux personnels les équipements de protection individuels nécessaires.

Or la dotation en masques chirurgicaux reste insuffisante quand aux FFP2 ils sont quasi inexistantes en nombre. Ces dotations doivent être revues à la hausse et renouvelées régulièrement afin que les personnels en soient équipés jusqu'à la fin d'année scolaire.

Le ministère est censé être garant du temps d'enseignement dû aux élèves. En temps normal, les remplacements sont déjà problématiques.

Le recrutement de contractuels ou l'usage des listes complémentaires des concours, ne seront pas suffisants dans ce contexte. **Il est inadmissible de se contenter d'emplois précaires alors qu'il s'agit d'un problème structurel : ces nouveaux collègues doivent être formés et préparés au concours.**

La crise sanitaire a révélé des manquements invraisemblables dans tous les secteurs de l'éducation. C'est pourquoi nous continuons de demander un véritable plan d'urgence pour l'éducation.

Cela passe d'abord par des embauches de titulaires : enseignant-es pour diminuer le nombre d'élèves par classe ou rebâtir un système de remplacement efficace ; de personnels santé-sociaux pour une vraie politique de prévention et de soins dans les établissements ; de vie scolaire pour mieux accompagner les élèves au quotidien.

Cela nécessite aussi la titularisation des personnels précaires et la pérennisation des missions AED et AESH.

Il est indispensable enfin de rémunérer davantage les personnels. La « revalorisation » Blanquer n'est qu'une vaste escroquerie car seule une minorité de collègues enseignants sont concernés par ces primes en début de carrière. Les revalorisations annoncées pour les AESH sont tout aussi dérisoires, et d'autres catégories sont totalement oubliées (santé-sociaux, vie scolaire).

Une revalorisation générale est donc urgente, notamment pour les personnels non-titulaires qui bénéficient peu des évolutions liées à l'ancienneté.

Nous tenions à remercier les personnels du Rectorat et particulièrement ceux de la DPE qui continuent à faire un travail de qualité, bien qu'en télétravail, avec toute leur conscience professionnelle et une très grande amabilité.

Renelde Lavallée, Alexia Forgez, Souad Denis-Clément et Dany Luc
Représentants Action Démocratie CFE-CGC à la CCP